

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en

ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Géopolitique et stratégie - Réflexion

N° 279 du 01.11

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :

<http://www.palestinefr.net/jop.php>.

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 Joaquim Da Fonseca : Réflexion.

4-2 Serge Dumont : Israël oublie le mur de séparation, par endroits à l'abandon.

5 Annexe - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

5-1 Sondage : La société israélienne se déchire.

5-2 Diana Johnstone: L'opposition à la guerre est une lutte dans et pour notre propre société.

5-3 Salim Lamrani : La supercherie Reporters sans frontières.

5-4 Henry Lowi : Revisiter le Partage de la Palestine.

5-5 Ashanti Alston : « Les États-Unis n'ont jamais été une démocratie. »

6 Pièce jointe

Les sanctions d'israël contre le peuple pelesstinien.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Joaquim Da Fonseca : Réflexion.

Extraits

Il y a 60 ans, en novembre 1947, les Nations Unies décidaient qu'il y avait lieu de séparer la Palestine - alors sous mandat britannique - en deux Etats : un pour les colons juifs, un pour les autochtones arabes. Pour ce faire, ils votaient, à l'Assemblée générale des Nations Unies, la résolution 181, dite aussi 'plan de partage'. Commençaient alors, pour les Palestiniens, six décennies d'occupation, d'exil, d'oppression, d'enfermement, mais aussi de résistance, de luttes intestines, de solidarité ...

Subjectivement, les Palestiniens ont réussi à susciter la solidarité

Les Palestiniens ont pu résister, s'organiser, communiquer vers l'extérieur. De cette façon, ils ont suscité la solidarité de nombreux citoyens européens, américains,... Leur courage, la présence de figures féminines au sein de leur mouvement, leur ouverture d'esprit, leur humanisme, leur ténacité, leur romantisme, l'exemplarité de leur lutte, tous ces facteurs subjectifs ont joué depuis des années un rôle indéniable dans l'attrait qu'exerce cette cause sur de nombreuses personnes, associations, O.N.G. A Intal, nous avons des partenaires Palestiniens, des gens formidables qui sont devenus des amis, Ahmad Maslamani, Hanaan Wakeem, Areej Hindaleh, Majid Nassar...

Autre élément qui nous lie à la cause palestinienne, une histoire commune. Le judéocide nazi, les processus de décolonisation, la guerre froide, ces imbrications historiques jouent aussi un rôle dans le fait que de nombreux Européens se sentent concernés.

Pour autant, cela ne fait pas de nous des pro palestiniens, nous sommes solidaires des Palestiniens dans leur lutte contre une situation que nous considérons comme injuste. Donc, si au sein de la direction palestinienne éclatent des luttes intestine et si les icônes de la lutte sont moins romantiques, cela n'altère en rien notre volonté de poursuivre et même d'améliorer notre travail de solidarité, tant que les raisons fondamentales de notre engagement demeurent inchangées.

Nous continuerons aussi parce que les enjeux politiques du conflit israélo-palestinien dépassent depuis longtemps les seules frontières du Moyen-Orient.

Une bataille décisive pour nous tous

Les O.N.G., les mouvements culturels, les associations citoyennes ont organisé beaucoup d'actions en faveur des droits palestiniens. Force est de constater que la solidarité avec les Palestiniens est devenue, comme le fût la solidarité avec les noirs sud-africains contre l'apartheid, une revendication importante des mouvements progressistes européens. Un politicien belge doit être sourd et aveugle pour ne pas le savoir. Il faut être un bien curieux décideur politique pour ne pas savoir que, selon plusieurs sondages (en 2003 et en 2007), les citoyens européens ont considéré la politique israélienne comme la plus importante menace contre la paix mondiale. Est-ce rassurant de savoir que nos gouvernants considèrent que la politique israélienne est « suffisamment acceptable » pour que nous puissions entretenir avec cet Etat des relations économiques, culturelles, politiques, militaires ?

Doit-on accepter que nos gouvernements imposent un embargo aux Palestiniens car ces derniers n'ont pas en toute démocratie, voté pour le parti soutenu par la Communauté Européenne ou Tony Blair ?

Doit-on être rassuré lorsque nos gouvernements affirment qu'il faut défendre la théorie de l'équidistance alors que la situation met en présence un occupant et un occupé ?

Pourquoi les Israéliens n'ont-ils pas besoin d'un visa pour venir en Belgique, alors que les Palestiniens eux, doivent en posséder un ? Pourquoi les Israéliens participent-ils à la coupe d'Europe de football et pas le Liban ? En 2002, un ministre belge a vu, de ses yeux, les quartiers de Gaza ravagés par les incursions de l'armée israélienne. Il a vu la détresse des populations. Il a exprimé son sentiment de révolte aux journalistes. Mais que penser lorsque ce même ministre déclare, quelques mois plus tard, dans une lettre ouverte, qu'« Israël et la Belgique sont des pays profondément enracinés dans la démocratie, qui aspirent aux mêmes idéaux de liberté et de tolérance ».

La question est de savoir quel monde nous voulons. Un monde où domine la loi du plus fort, un monde où les intérêts stratégiques et économiques sont plus importants que la vie d'une population, un monde raciste ou juifs, musulmans, chrétiens vivent les uns contre les autres ? Un monde selon Bush ? Beaucoup de gens ne veulent pas de ce monde-là. La lutte pour les droits élémentaires des Palestiniens et une paix juste dans la région sont devenus des batailles décisives pour une lutte bien plus large.

Si les Palestiniens perdent cette bataille pour leurs droits légitimes, tous ceux qui ne sont pas les plus forts, tous ceux qui refusent d'écraser les plus faibles, en Belgique, aux Etats-Unis, et surtout en Israël, tous ceux là auront aussi perdu quelque chose.

Source : intal-zine (fr) : mailer@intal.be

4-2 Serge Dumont : Israël oublie le mur de séparation, par endroits à l'abandon.

L'ouvrage décrié n'est plus une priorité. Les crédits manquent.

Homme d'affaires connu et président de l'Association israélienne des entrepreneurs en travaux publics, Doudi Barel n'est pas content. Et il le fait savoir.

Car la construction de la barrière de séparation censée séparer la Cisjordanie de l'Etat hébreu a pris du retard. Beaucoup de retard. En fait, elle est interrompue faute de crédits et de volonté politique.

Lorsqu'il a été lancé en 2002, ce chantier de 790 kilomètres, partant du nord de la Cisjordanie pour aboutir en dessous d'Hébron après avoir «isolé» les accès de Jérusalem, était prévu pour durer cinq ans. Son coût global était estimé à environ 3 milliards de francs, auxquels devaient s'ajouter les dépenses liées à l'entretien et à la protection du site. Mais l'Intifada s'est essoufflée. Les attentats-suicides se sont faits de plus en plus rares. En outre, en janvier 2006, Ariel Sharon, qui était le plus chaud partisan du projet, a été remplacé par Ehoud Olmert, et ce dernier semble avoir d'autres priorités.

Concrètement, la première tranche de cette barrière (128 km) a été achevée en juillet 2003. Sur l'impulsion d'Ariel Sharon, pour lequel «un bon mur fait de bons voisins», d'autres tranches ont alors été lancées simultanément. Principalement autour de Jérusalem, où les quartiers arabes de la ville sont désormais coupés de la Cisjordanie. Durant la même période, les ingénieurs du Ministère israélien de la défense ont été obligés de revoir leur copie à plusieurs reprises. Parce qu'ils agissaient dans l'urgence et qu'ils s'étaient trompés. Mais également parce que la Cour suprême de l'Etat hébreu a accueilli favorablement une partie des 145 requêtes de villages palestiniens lésés par la construction d'un mur de béton de huit mètres de hauteur.

Travaux interrompus

Certes, pour l'heure 450 km de barrière ont été achevés et 80 autres sont censés être en construction. Mais ils sont peu ou mal entretenus. A proximité de la ville israélienne de Modiin, où la barrière est constituée d'une clôture truffée de capteurs électroniques, l'ouvrage semble d'ailleurs à l'abandon. Les alarmes ultrasensibles ont été arrachées ou ne fonctionnent plus. La clôture est trouée en plusieurs endroits et des Palestiniens la franchissent allègrement pour aller travailler clandestinement en Israël. «Si le Hamas ou le Fatah décidaient de reprendre leurs campagnes d'attentats-suicides, ils n'auraient aucun problème à le faire», estime le chroniqueur Shlomi Eldar.

Dans le courant de ces dernières semaines, le Ministère israélien de la défense a en tout cas demandé à plusieurs entreprises sous contrat d'interrompre les travaux entamés dans la région d'Hébron. Selon l'entourage du ministre Ehoud Barak, une partie des sommes destinées à achever cet ouvrage serait en effet affectée à la mise en place du «Dôme d'acier», un système antimissile et antiroquette censé protéger l'Etat hébreu contre d'éventuelles frappes iraniennes ou du Hezbollah. Quant au mur, il attendra. puisque son achèvement n'est pas prévu avant au moins 2010.

Serge Dumont,

Jeudi 1 novembre 2007

Le Temps.

5 Annexe - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 Sondage : La société israélienne se déchire.

28-10

La société israélienne se déchire selon le sondage effectué par l'institut hébreu Motahim pour le compte du journal hébreu Yediot Ahronot et de l'association de Jisher.

500 personnes représentant différentes couches de la société juive y ont participé.

Le retrait unilatéral de Gaza

Répondant à la question sur l'événement qui avait fait un grand mal à la société israélienne, 34% des personnes sondées ont insisté sur le fait que c'est le plan de retrait de la bande de Gaza qui a aggravé la déchirure de la société israélienne. 25% sont d'avis que c'est l'assassinat de l'ancien premier ministre Yitshak Rabin qui est la raison principale. 18% croient que c'est la deuxième guerre du Liban qui en est la cause. 15% sont pour la guerre de 1993.

Une analyse des résultats montre que les personnes dont l'âge se situe entre 18 et 44 ans ont mis le plan de retrait en tête de liste.

Ceux dont l'âge dépasse les 45 ans croient que l'assassinat de Rabin est la première cause de la déchirure actuelle de la société israélienne.

Et si la religion est prise pour une base d'analyse, on constate que les laïcs sont les seuls qui mettent le départ de Rabin avant le plan de retrait de la Bande.

Les conservateurs, eux, mettent le retrait en tête de la liste. 71% des religieux sont pour le retrait.

Qui contre qui ?

« Qui est le plus détesté par les Juifs ? » est une question posée par le sondage.

21% des sondés croient que ce sont les religieux de Haridim.

11% ont choisi les colons.

9% les nouveaux arrivants.

4% les religieux.

4% les laïcs.

44% des personnes disent qu'ils n'ont pas un groupe à détester.

29% des laïcs n'aiment point les Haridim, montrent encore le sondage. Et 15% d'entre eux ne portent pas les colons dans leur cœur. Et en ce qui concerne les religieux, 22% n'apprécient pas les immigrés, et 20% d'entre eux ne supportent pas les Haridim qui, à leur tour, n'aiment pas les nouveaux immigrés à un taux de 29%. Enfin, 10% des personnes constatent qu'elles ne s'aiment pas !

La crise inquiétante

Le sondage a posé une dernière question : quelle est la crise qui vous inquiète le plus ?

37% pensent à la crise au sein de la direction.

19% aux tensions qui règnent dans la société juive.

18% aux relations entre Arabes et Juifs.

16% ne pensent qu'à leurs problèmes personnels.

En se basant sur la religion encore une fois, on constate que les Haridim sont les seuls qui ne mettent pas la crise de la direction à la tête la liste des crises inquiétantes. Les tensions qui ébranlent la société israélienne sont la première cause pour 31% d'entre eux.

Cependant, les religieux et les laïcs ont mis la crise de la direction en tête de la liste des problèmes qui provoquent le plus d'inquiétudes.

5-2 Diana Johnstone : L'opposition à la guerre est une lutte dans et pour notre propre société.

La position exprimée par les Américains contre la guerre (AAW) est extrêmement importante. Permettez-moi de faire quelques observations pour la soutenir.

1 – Chaque guerre lancée par les Etats-Unis est soutenue par certains groupes d'opposants dans le pays attaqué. Leurs revendications sont utilisées par les dirigeants américains pour justifier la violation du droit international au nom des "droits de l'homme". Le "changement de régime" – soi-disant au nom de la démocratie – est devenu une justification de choix pour les guerres américaines.

Dans ces circonstances, il est impératif de séparer la lutte contre la guerre de la question du "changement de régime". Le changement de régime est l'affaire du peuple qui habite le pays, et de personne d'autre. Nous ne sommes pas qualifiés pour décider de la "démocratie" des autres. Nous sommes opposés à l'ingérence dans les affaires des autres pays.

Nous autres Américains avons l'expérience malheureuse de tant de groupes d'exilés, depuis le "lobby chinois" des années 1950-60 jusqu'à Chalabi et compagnie, en passant par les exilés cubains, qui ont aidé à renforcer le gouvernement des Etats-Unis dans sa prétension arrogante d'être le "sauveur" du monde entier, dans son refus de la diplomatie et du compromis, et dans sa prédilection pour les mesures de coercition, de sanctions et de guerre. Nous sommes contre la guerre, mais aussi contre les sanctions, qui peuvent n'être que le premier pas vers la guerre.

L'exception qui permet de tester la règle a été fourni par la République de l'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid. Cette république faisait partie de l'Occident, et son régime d'apartheid était le produit direct du colonialisme européen en Afrique. L'Occident avait donc une responsabilité particulière dans le maintien de l'apartheid et un devoir particulier d'y mettre fin. Les sanctions contre la RAS exprimaient l'évolution anti-raciste de l'Occident. Elles étaient purement économiques. Elles ne constituaient pas une menace de guerre, car jamais il n'a été question de faire la guerre à l'Afrique du Sud.

Rien à voir donc avec les sanctions contre Cuba, accompagnées d'une tentative d'invasion et d'assassinats manqués, visant à détruire un système économique contraire aux intérêts américains, ou aux sanctions contre l'Irak, qui faisaient partie de mesures de guerre, et qui culminèrent avec l'invasion et l'occupation militaire qui ont laissé le pays en ruines.

Demander à nous, citoyens de l'Occident, de "soutenir l'opposition démocratique" en Iran n'a aucun sens. Primo, nous ne sommes pas capable de juger qui est l'opposition véritablement "démocratique". Secondo, notre "soutien" serait inexistant dans les faits. Nous n'avons aucun moyen de soutenir qui que ce soit. Ce n'est que nos gouvernements qui ont les moyens, moyens que nous connaissons: sanctions et guerre. Mais notre lutte est précisément une lutte contre l'utilisation de ces moyens sous quelque prétexte que ce soit.

2 – Notre lutte porte sur la nature, je dirais même l'âme, de nos propres sociétés. La guerre corrompt la démocratie. Le militarisme, la guerre sans fin, la haine et la peur de "l'autre", le "conflit des civilisation", est en train de corrompre la démocratie américaine, malgré la force de ses traditions démocratiques. Elle risque, si par malheur la politique pro-américaine aveugle de Kouchner-Sarkozy suit sa pente actuelle, d'amener la France dans des aventures qui seraient catastrophiques pour sa démocratie intérieure ainsi que pour la position des Français dans le monde.

La France a encore le choix d'être un facteur de bon sens, de diplomatie, de paix dans le monde. Il est urgent de sauver cette option avant qu'il ne soit trop tard.

3 – La lutte pour la paix n'est pas la même chose que la lutte pour la démocratie. Malheureusement. Un pays peut très bien être démocratique – et les Etats-Unis sont encore ce qui passe pour être un pays démocratique – et faire la guerre, tout comme il y a de nombreux pays peu ou pas démocratiques qui n'attaquent personne. Certes il serait bien que démocratie et paix aillent ensemble. Pour cela il faudrait amener nos propres pays démocratiques à faire la paix avec le monde. Cela rendrait la démocratie plus attirante. Car si nous nous soucions vraiment des systèmes politiques dans d'autres parties du monde, il faut partir de la constatation que tout ce que nous pouvons faire en réalité, c'est de donner l'exemple – avant tout en imposant une politique de paix à nos propres gouvernements. Si nous ne pouvons pas faire cela, à quoi sert cette "démocratie"?

-- Diana Johnstone

5-3 Salim Lamrani : La supercherie Reporters sans frontières.

Le 16 octobre 2007, l'organisation parisienne *Reporters sans frontières* (RSF) a rendu public son « *classement mondial de la liberté de la presse 2007* ». RSF prétend être une entité neutre et objective uniquement intéressée par la liberté de la presse. Mais l'affirmation ne résiste pas à l'analyse. Le classement 2007, parsemé de contradictions, n'est en réalité qu'une supercherie et démontre, bien au contraire, que l'association dirigée par Robert Ménard depuis 1985 défend un agenda politique et des intérêts bien précis (1).

RSF utilise 50 critères répartis en 7 catégories, qu'elle trie par ordre d'importance, pour l'établissement du classement 2007 qui concerne la période allant du 1er septembre 2006 au 1er septembre 2007. Pour la catégorie « *agressions, emprisonnements et menaces* », elle comptabilise en priorité le nombre de journalistes et collaborateurs des médias « *tués* », « *emprisonnés* », « *torturés ou victimes de mauvais traitements* », « *enlevés ou disparus* », « *agressés ou blessés* », et « *menacés* ». Elle prend également en compte la présence de « *milices armées ou d'organisations clandestines qui s'en prennent aux journalistes* », ainsi que le fait que « *des journalistes [soient] contraints de se faire accompagner par des gardes du corps ou d'utiliser du matériel garantissant leur sécurité (gilet pare-balles, véhicule blindé etc.) dans l'exercice de leur métier* (2) ».

Ensuite, RSF considère les « *menaces indirectes et [l']accès à l'information* » dans son classement telles que les « *agressions ou menaces à l'encontre de défenseurs de la liberté de la presse* », la « *surveillance de certains journalistes* », les « *difficultés majeures pour accéder à l'information publique* », les « *restrictions d'accès ou de couverture d'une ou plusieurs régions du pays* » et les « *difficultés pour obtenir un visa en tant que journaliste étranger* (3) ».

L'organisation française s'intéresse également au « *cadre légal et [aux] poursuites judiciaires excessives* ». Les « *actions légales engagées contre des journalistes* », les « *cas de violation du secret des sources* », l'« *impunité généralisée pour les responsables de violations graves de la liberté de la presse* », ainsi que la répression des « *délits de presse* » sont pris en compte. La « *censure* » et l'« *autocensure* », le monopole des « *médias publics* », le libre accès à Internet, ainsi que les « *pressions administratives et économiques* » entrent en ligne de compte (4).

A partir de tous ces critères, RSF établit ainsi son classement annuel qui inclut 169 pays du monde. Selon les statistiques de l'organisation, 105 journalistes ont été assassinés entre le 1er septembre 2006 et le 1er septembre 2007. Le pays le plus meurtrier est l'Irak où pas moins de 62 journalistes ont perdu la vie, suivi du Mexique (8), de la Somalie (7), du Pakistan (4), de l'Afghanistan (4), du Sri Lanka (3) et de l'Erythrée (2). Il ne serait guère surprenant de voir ces pays en fin de classement. Or il n'en est rien à l'exception de l'Erythrée qui occupe la 169ème place, car Robert Ménard fait valoir en priorité ses critères politiques et idéologiques (5).

En effet, comment expliquer le fait que l'Erythrée où deux journalistes ont été assassinés se trouve derrière l'Irak (157ème), le Mexique (136ème), la Somalie (159ème), au Pakistan (152ème), l'Afghanistan (142ème), et le Sri Lanka (156ème) (6) ? Est-ce parce que cette nation se trouve sur la liste noire de Washington et que RSF est financée par l'officine écran de la CIA qu'est la *National Endowment for Democracy (NED)* (7) ?

De la même manière, comment expliquer le classement de Cuba à la 165ème place alors qu'aucun journaliste n'y a été assassiné depuis 1959 ? Pourquoi cette nation est-elle derrière l'Irak, le Mexique, la Somalie, le Pakistan, l'Afghanistan, le Sri Lanka, le Brésil (84ème), la Chine (163ème), les Etats-Unis (48ème), Haïti (75ème), le Népal (137ème), le Paraguay (90ème), le Pérou (117ème), la République Démocratique du Congo (133ème), la Turquie (101ème) et le Zimbabwe (149ème), où au moins un journaliste a perdu la vie ? RSF parle de journalistes emprisonnés à Cuba pour justifier ce mauvais classement. En admettant que l'organisation soit dans le vrai - ce qui est loin d'être le cas -, assassiner des journalistes est-il moins grave que les mettre sous les verrous (8) ?

RSF est tellement obsédée par Cuba qu'elle n'hésite pas à se contredire de manière grossière. Ainsi, même la Chine - où un journaliste a été tué, selon l'organisation - qu'elle considère comme « *la plus grande prison au monde pour journalistes* » avec 33 professionnels de la presse détenus, où, toujours selon RSF, 50 « *cyberdissidents* » sont emprisonnés, dispose d'un meilleur classement que Cuba. Comment RSF peut-elle être crédible ? Cet acharnement s'expliquerait-il par le fait que l'association est subventionnée par l'organisation cubaine d'extrême droite *Center for a Free Cuba* (elle-même grassement financée par Washington), dont le président, Frank Calzón, est un ancien dirigeant de la Fondation nationale cubano-américaine, une organisation terroriste (9) ?

Par ailleurs, comment s'explique le classement du Venezuela (114ème) - où aucun journaliste n'a perdu la vie - derrière le Brésil, les Etats-Unis, Haïti, le Paraguay et la Turquie où des journalistes ont été assassinés ? Comment justifier ce rang alors qu'il existe au Venezuela une liberté de la presse que même la plus grande démocratie occidentale ne tolérerait pas (plusieurs

appels à l'assassinat du président Chávez ont été lancés par certains médias privés) ? S'inscrit-il dans la guerre de propagande que mène RSF contre le président Hugo Chávez, cible prioritaire des Etats-Unis en Amérique latine (10) ?

Que s'est-il passé en Bolivie pour que cette nation passe du 16ème rang en 2006 au 68ème rang un an plus tard ? Des journalistes ont-ils été assassinés ? Des médias privés ont-ils été fermés ? Rien de tout cela. Mais le président Evo Morales, qui a entrepris des réformes économiques et sociales spectaculaires, est désormais dans la ligne de mire de Washington. RSF, fidèle à ses principes, suit les pas de son mécène et vilipende tous les gouvernements progressistes et populaires latino-américains (11).

Comment s'explique également le classement de l'Iran (166ème) où pas un journaliste n'a été assassiné, hormis par le fait que ce pays fait partie de l'axe du mal désigné par le président Bush ? Pourquoi les Etats-Unis (48èmes et 111èmes) disposent-ils de deux catégories (territoire national et hors territoire national) (12) ? Pourquoi RSF fait-elle cette distinction si ce n'est dans le but évident d'exonérer cette nation des violations commises sur les territoires qu'elle occupe ?

Comme cela est aisément constatable, Reporters sans frontières n'est pas une organisation digne de crédit. Son agenda politique occulte est devenu trop évident et son acharnement à l'encontre de certaines nations qui se trouvent sur la liste noire des Etats-Unis n'est en aucun cas le fruit du hasard. Les larges rétributions qu'elle reçoit la part de la NED expliquent son alignement avec la Maison-Blanche. Robert Ménard ne dirige pas une association de défense de la liberté de la presse mais une officine de propagande, financée par les conglomérats économiques et financiers, au service des puissants de ce monde.

Salim Lamrani : Le 30 octobre 2007

Mondialisation.ca

Salim Lamrani est enseignant, écrivain et journaliste français, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis. Il a notamment publié Washington contre Cuba (Pantin : Le Temps des Cerises, 2005), Cuba face à l'Empire (Genève : Timeli, 2006) et Fidel Castro, Cuba et les Etats-Unis (Pantin: Le Temps des Cerises, 2006

Notes

¹ Reporters sans frontières, « Classement mondial de la liberté de la presse 2007. L'Erythrée en dernière position pour la première fois ; les membres du G8 regagnent du terrain, sauf la Russie », 16 octobre 2007.

http://www.rsf.org/article.php3?id_article=24011 (site consulté le 17 octobre 2007).

² Reporters sans frontières, « Classement mondial de la liberté de la presse 2007. Critères pour l'établissement du classement mondial 2007 de la liberté de la presse », 16 octobre 2007. http://www.rsf.org/article.php3?id_article=24018 (site consulté le 17 octobre 2007), critères 1 à 12.

³ *Ibid.*, critères 13 à 19.

⁴ *Ibid.*, critères 20 à 50.

⁵ Reporters sans frontières, « Baromètre de la liberté de la presse 2006 », 2006. http://www.rsf.org/tues_2006.php3 (site consulté le 17 octobre 2007) ; Reporters sans frontières, « Baromètre de la liberté de la presse 2007 », 2007. http://www.rsf.org/rubrique.php3?id_rubrique=73 (site consulté le 17 octobre 2007).

⁶ Reporters sans frontières, « Classement mondial de la liberté de la presse 2007. L'Erythrée en dernière position pour la première fois ; les membres du G8 regagnent du terrain, sauf la Russie », *op. cit.*

⁷ Robert Ménard, « Forum de discussion avec Robert Ménard », *Le Nouvel Observateur*, 18 avril 2005.

www.nouvelobs.com/forum/archives/forum_284.html (site consulté le 22 avril 2005).

⁸ Reporters sans frontières, « Classement mondial de la liberté de la presse 2007. L'Erythrée en dernière position pour la première fois ; les membres du G8 regagnent du terrain, sauf la Russie », *op. cit.*

⁹ Reporters sans frontières, « Baromètre de la liberté de la presse 2007. Journalistes emprisonnés », 2007.

http://www.rsf.org/rubrique.php3?id_rubrique=76 (site consulté le 17 octobre 2007) ; Reporters sans frontières, « Baromètre de la liberté de la presse 2007. Cyberdissidents emprisonnés », 2007. http://www.rsf.org/rubrique.php3?id_rubrique=79 (site consulté le 17 octobre 2007) ; Reporters sans frontières, « Lettre ouverte à ses détracteurs », *Réseau Voltaire*, 12 septembre 2006.

http://www.voltairenet.org/article143413.html?var_recherche=Reporters+sans+fronti%C3%A8res?var_recherche=Reporters%20sans%20fronti%C3%A8res (site consulté le 12 septembre 2006) ; Salim Lamrani, « La Fondation nationale cubano-américaine est une organisation terroriste », *Mondialisation*, 27 juillet 2006.

¹⁰ Reporters sans frontières, « Classement mondial de la liberté de la presse 2007. L'Erythrée en dernière position pour la première fois ; les membres du G8 regagnent du terrain, sauf la Russie », *op. cit.*

¹¹ Reporters sans frontières, « Classement mondial de la liberté de la presse 2006. Corée du Nord, Turkménistan, Erythrée : le trio infernal », octobre 2006. http://www.rsf.org/article.php3?id_article=19318 (site consulté le 17 octobre 2007).

¹² Reporters sans frontières, « Classement mondial de la liberté de la presse 2007. L'Erythrée en dernière position pour la première fois ; les membres du G8 regagnent du terrain, sauf la Russie », *op. cit.*

Bulletin électronique Mondialisation.ca

URL de cet article: <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=7213>

www.Mondialisation.ca

5-4 Henry Lowi : Revisiter le Partage de la Palestine.

On ne peut s'empêcher de penser au partage de la Palestine d'après-guerre en conséquence de la Résolution 181 du 29 novembre 1947 de l'Assemblée Générale des Nations Unies.

Pour son 60ème anniversaire, est-ce que la presse internationale publiera plusieurs articles analysant la justice

du partage, les positions de ses adversaires, les souffrances humaines qui ont entouré sa mise en oeuvre et les développements ultérieurs ?

L'été dernier, j'ai lu plusieurs articles à l'occasion du 60ème anniversaire du partage de l'Inde coloniale britannique en deux pays indépendants : l'Inde et le Pakistan.

Beaucoup de choses ont découlé de cette mutilation, le chaos et la mort qui se sont produits il y a 60 ans dans le sous-continent indien.

Dans de nombreux articles d'analyse, la distinction était faite entre la république "laïque" de l'Inde et la république "musulmane" du Pakistan.

Des comparaisons étaient faites sur les développements ultérieurs dans les domaines de la croissance économique, de la démocratie politique, des droits de l'homme et des relations internationales.

On soulevait ces questions : la partition était-elle justifiée? Quelles étaient les autres options ? Quel rôle a joué le partage?

Ces articles fournissaient de précieuses occasions de réflexion sur la décolonisation d'après-guerre, ses succès et ses échecs.

On ne peut s'empêcher de penser au partage de la Palestine d'après-guerre en conséquence de la Résolution 181 du 29 novembre 1947 de l'Assemblée Générale des Nations Unies.

Le 60ème anniversaire de la résolution de partage sera célébré par la Knesset israélienne, à la fin du mois de novembre (voir Zvika Brot, " History in the (re)making", Ynetnews, le 16 août 2007).

Est-ce que la presse internationale publiera plusieurs articles analysant la justice du partage, les positions de ses adversaires, les souffrances humaines qui ont entouré sa mise en oeuvre et les développements ultérieurs ?

Je doute que mon journal approfondira le débat sur ce sujet. Il est trop chaud, et les faits sont trop durs. Plus important encore, les puissances qui dominent et exploitent les pays arabes se sont engagés à ne pas soumettre cette histoire à un examen critique.

Il incombe aux forces anti-impérialistes de soulever la question.

Les forces pro-démocrates, les forces pacifistes honnêtes qui reconnaissent les droits des Palestiniens, les forces pour la Libération de la Palestine et de la liberté ont besoin de rouvrir le débat sur le partage, tant sur le projet controversé que sur ses conséquences désastreuses.

Le but de cette analyse n'est pas de renforcer un "récit" abstrait. Elle a un but pratique plus direct. La souffrance du partage est ressentie encore aujourd'hui, et de plus en plus. **Alors que le partage était vendu à l'époque comme la seule voie vers la paix** - éviter les effusions de sang, tenir compte des intérêts légitimes de tous les habitants de la Palestine, faciliter la réconciliation - **il a, en réalité, fait le contraire.**

Le Partage a soulevé d'énormes obstacles à la paix, aux compromis et à la réconciliation, et il a généré des bains de sang récurrents et tragiques. Les obstacles doivent être surmontés, et c'est pourquoi l'étude et l'analyse du Partage sont nécessaires.

Nous avons besoin d'identifier les obstacles. Ils sont là. Ils sont sur le chemin. Ils ne peuvent pas être ignorés.

Il serait utile si, dans le monde entier, des réunions publiques étaient organisées sur le thème du Partage, afin de parvenir à toucher et à éduquer de nouvelles couches de militants.

Dans certains endroits, une table ronde serait appropriée avec des interlocuteurs qui aborderaient différents aspects du Partage de la Palestine. Dans d'autres endroits, un débat officiel pourrait être approprié.

Le thème du débat pourrait être : **"Palestine : la paix ou le partage?"**

Qui participerait à un tel débat ? Ceux qui, par malveillance ou de façon innocente défendent l'essentiel de la stratégie du partage.

De nombreux pacifistes pensent, en toute bonne foi, que le partage était justifié. Ils disent qu'il est regrettable que les Palestiniens n'aient pas accepté le Partage et que leur refus a abouti à une tragédie qui ne peut maintenant qu'être corrigée par la promotion d'un *"Etat palestinien indépendant à côté d'Israël."*

D'autres disent que, peu importe si le partage était ou non justifié, il a eu lieu et grâce au "consensus international" à la suite de la guerre de juin 1967, le moment est venu de travailler pour l'établissement de "l'Etat palestinien indépendant à côté d'Israël."

Certains prennent une position de "principe", en estimant que le partage est la bonne solution lorsque "deux nations" occupent les mêmes terres. Tout comme le faux principe "mère" dans la légende du Roi Salomon et de l'enfant.

Tous ces positions devraient être exprimées et critiquées par ceux qui reconnaissent les obstacles créés par le partage.

Nous refusons l'accusation d'être engagés dans une quête de "justice absolue", ou de tentative de "faire reculer l'horloge" et d'un retour à un statu quo ante.

Nous devons reconnaître que les obstacles érigés par le partage sont toujours parmi nous. Ils ont causé des souffrances indicibles et, sans les surmonter, ils continueront à causer des souffrances.

Ceux qui soutiennent le partage prétendent être des "pragmatiques", et des promoteurs de "la paix dans notre vie." **Ils se trompent et ils trompent les autres.** Leur faux pragmatisme n'est tellement que du vent qu'il ne peut résister à un examen minutieux. Ils sont les défenseurs les plus dévoués de la poursuite de la domination sioniste en Palestine et portent la responsabilité politique de ce conflit qui découle de cette domination.

On peut dire que maintenant George Bush et Cie ont publiquement adopté la stratégie de "deux États pour deux peuples", ce qui est clairement une stratégie de "diviser pour régner".

Les maîtres impérialistes se rendent compte qu'une Palestine divisée ne sera jamais en mesure de

mobiliser ses principales ressources – ses diverses capitaux humains - pour parvenir à la décolonisation et à la démocratie, pour surmonter le sous-développement et le retard, le racisme et le nationalisme ethnique, et prendre sa vraie place sur la scène mondiale.

Il est temps maintenant de remettre en question le principe du partage alors que le processus diplomatique secret mené par l'impérialisme est en cours de reprise avec les espoirs et les illusions qu'il suscite.

Une opposition populaire à la diplomatie secrète accusera sans doute le "président" Abbas de trahison et d'illégalité dans ses manœuvres, mettra l'accent sur la misère des réfugiés palestiniens et plaidera en faveur de leur droit au retour et se concentrera sur les prisonniers politiques et les droits des citoyens palestiniens opprimés d'Israël.

Les opposants palestiniens proposeront également de nouvelles ou d'anciennes-nouvelles structures organisationnelles, telles qu'une nouvelle convocation du Conseil National Palestinien, ou d'une renaissance de l'Organisation de Libération de la Palestine, ou de la réorganisation des comités populaires, comme ceux qui sont apparus lors de l'Intifada.

Ils appelleront à une meilleure et efficace solidarité internationale, en accélérant les "Campagnes de Boycott - Désinvestissement - Sanctions" aujourd'hui purement déclaratives (qui n'affectent pas le régime sioniste, mais qui ne sert qu'à rallier les partisans du sionisme), et en commençant à mettre en œuvre une solidarité de personne à personne. Tout cela peut et doit être fait. Mais, au cœur de toute cette opposition, le partage doit être critiqué, son histoire doit être relatée, son paradigme pour l'avenir doit être inversé.

Au fond, il faut reconnaître que la décolonisation d'après-guerre a échoué en Palestine. En dépit de la Charte des Nations Unies, du Livre Blanc britannique de 1939 et de l'importante minorité dissidente du Comité spécial des Nations Unies sur la Palestine, la décolonisation a été refusée au peuple de la Palestine.

L'Union soviétique sous Staline, et les États-Unis sous Truman, chacun pour leurs propres raisons, ont uni leurs forces pour empêcher une souveraineté populaire en Palestine. Ils ont entravé la réalisation d'un principe fondamental de l'ère démocratique.

Le partage a refusé à la population du Mandat Britannique en Palestine le droit à une souveraineté populaire et à une autodétermination nationale. Pour avoir une démocratie politique, il aurait fallu qu'à la fin du Mandat Britannique, une assemblée constituante souveraine élue soit convoquée afin d'exprimer la volonté politique des habitants de l'ancien Mandat Britannique en Palestine.

Cette assemblée constituante aurait été habilitée à formuler une constitution démocratique, avec des garanties pour les droits et libertés individuels, ainsi que toutes les dispositions nécessaires à la protection des droits des minorités. Cela n'aurait pas été facile. Mais, comme tous les organes démocratiques, l'assemblée constituante de Palestine aurait été le forum au sein duquel les représentants du peuple auraient pu débattre d'une formule pour faire fonctionner une souveraineté populaire.

Le partage a cassé le droit à l'autodétermination nationale, et **a donné à la faction la plus puissante** (économiquement et militairement), dans le cas présent, les colons de l'Yishuv - la possibilité de dominer le pays, d'expulser une très grande partie de ses habitants et d'instituer un régime de suprématie ethnique et d'oppression nationale. Ce régime persiste à ce jour.

Il revendique une légitimité, il exige une reconnaissance de la part de ses victimes, et il cherche des moyens nouveaux et innovants pour dominer la Palestine et il menace ses voisins.

L'un des obstacles oubliés posé par le partage est l'obstacle psychologique ou "de principe" qui persiste à ce jour. Les gens intelligents vous regarderont droit dans les yeux et plaideront en faveur d'une séparation.

Les gens sensibles et impartiaux ne jureront que par la nécessité de "séparer" les populations. Pour eux, le droit à l'autodétermination nationale n'est pas un DROIT à la non-domination, mais est un DEVOIR de séparation. Ils considèrent la séparation comme l'incarnation de l'équité et de la démocratie et de l'égalité des droits.

À ce jour, les partisans du partage n'ont pas appris ce que la Cour Suprême des États-Unis avait reconnu il y a plusieurs décennies, c'est-à-dire que la "séparation" ne peut jamais être "l'égalité".

En vue de redresser la balance du pouvoir, des ressources, de l'éducation, de graves mesures correctives devront être prises par un régime démocratique. La démocratie politique et la souveraineté populaire sont des conditions préalables pour surmonter l'héritage de l'oppression et ouvrir de nouvelles possibilités de coexistence. Mais, les ségrégationnistes "de principe" semblent indifférents à l'ensemble de l'expérience acquise dans ce domaine.

La mentalité ségrégationniste "de principe" est l'un des obstacles persistants créés par le partage.

On suspecte les partisans pacifistes et ségrégationnistes du partage d'adhérer à la vision d'Ehud Barak qui pense que l'Etat d'Israël est "*une villa dans la jungle*". Ils veulent préserver cette "villa", et, lorsque cela est possible, ils l'élargiront à l'enfer de la "jungle". Telle est la logique du partage.

Un exemple de cette logique est le partage environnemental de la Palestine, dans lequel "la jungle" palestinienne devient le dépotoir de la "villa" israélienne. (voir Shlomi Zecharia, "L'Occupation est mauvaise pour l'environnement", Ynetnews, 27 Août 2007, et IRIN, "Des dizaines de Palestiniens fouillent les dépotoirs pour survivre", 1er octobre 2007).

Au fond, le paradigme du partage entérine la suprématie de l'attitude raciste et sabote continuellement l'empathie et la solidarité. Il génère la peur et la haine et le mépris envers les énormes souffrances de l'humanité. Il crée une mentalité fermée, une renaissance absurde des attitudes rétrogrades du ghetto européen, et cultive une nouvelle base pour des sentiments antisémites.

Il a provoqué un conflit déplacé entre les victimes juives européennes du génocide européen et les victimes autochtones Arabes palestiniens de la colonisation sioniste. Il construit un véritable conflit tragique entre les immigrants juifs arabes (également victimes du sionisme) et les Arabes autochtones palestiniens.

Le partage est l'antithèse de la solidarité qui doit être développée pour qu'enfin la paix puisse prendre racine en Terre Sainte.

La stratégie du partage exige la tactique du partage, c'est-à-dire le nettoyage ethnique et la ségrégation en cours. La pratique du partage engendre la mentalité du partage, c'est-à-dire le racisme, la xénophobie et l'élitisme.

Tels sont les obstacles qu'il faut surmonter aujourd'hui.

Ils ne peuvent pas être surmontés par une réorganisation du Partage. Les efforts visant à réorganiser le partage ne feront qu'exacerber ces obstacles, avec des conséquences désastreuses pour les populations vivant dans les terres concernées.

Beaucoup de choses ont été écrites de façon anecdotique sur le sujet. Le livre d'Ilan Pappé et d'autres livres ont décrit les opérations systématiques de nettoyage ethnique de 1947 à 1949.

Diverses études ont analysé les processus décisionnels des Soviétiques et des Américains qui ont abouti à leur soutien du partage. Les dirigeants arabes, en Palestine et à l'extérieur, ont été dénoncés pour leur ineptie, leur grossièreté et leur égoïsme. Les avertissements désespérés publiés par la courageuse classe ouvrière opposée au partage qui s'est levée contre le reste du monde avec le message de solidarité, ont été publiés, mais rarement lus.

Une analyse contemporaine intéressante est celle d'**Adel Samara**, intitulée "Palestine :from historical de-classing to a stand-by regime".

A ceux qui soutiennent, en se basant sur une soi-disant revendication de "réalisme", des valeurs ethno-nationalistes et le "pragmatisme" du partage, je pose la question : Pourquoi ne pas revenir à la carte d'origine du Partage de la Résolution 181 de l'Assemblée Générale des Nations Unies, prévoyant deux États, un "État juif" sur 55% de la Palestine, et un "Etat arabe" dans le reste?

Dans ce scénario, les réfugiés pourraient tout simplement revenir à Akka et à Jaffa et à Ashkelon et à Lod et à Ramleh.

Posez la question de ceux qui affirment que ce partage est "réaliste", étant donné l'état actuel des rapports de force, parce que, comme ils disent, ni les Israéliens ni les Palestiniens ne renonceront facilement à leurs propres récits et objectifs nationalistes ethniques.

Si vous posez ces questions, vous découvrirez que le nettoyage ethnique est implicite dans le partage, puisqu'il avait été anticipé par l'ONU, l'URSS et les États-Unis, et appliqué par les forces qui ont combattu en Palestine en 1947-1949.

Vous parviendrez à la conclusion qu'il n'y a pas de "pragmatisme" dans le partage à l'exception du pragmatisme de "la raison du plus fort est toujours la meilleure" et le "réalisme" de la colonisation, du nettoyage ethnique et de la discrimination raciste. C'est le réalisme du partage. C'est le réalisme de la soi-disant "solution à deux États." C'est pourquoi, je propose que les pacifistes honnêtes, réalistes et pragmatiques "aillent droit au but" et démasquent le partage, le contestent et proposent une solution alternative à la question de Palestine.

Il est nécessaire de corriger et de remédier à l'injustice (oui, l'injustice) perpétrée par l'ONU, l'URSS, les États-Unis, les dirigeants sionistes, les Hashemites et les dirigeants palestiniens de l'époque concernant la Palestine. Cela nous oblige à nous confronter au Quartet, à l'État sioniste et son Lobby, aux Hashemites et aux dirigeants palestiniens actuels, et à proposer une approche qui soit réaliste et pragmatique, qui traite de la source du conflit et qui montre une solution.

Plus de chimères. Plus de "solutions" qui violent les principes de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Plus de solutions qui exigent que le peuple de Palestine acceptent moins qu'un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

À l'approche du 29 novembre, je pense qu'il serait bon de stimuler un débat sur le Partage de la Palestine, pourquoi c'était une erreur, à quel point c'était une erreur et comment il crée des obstacles, aujourd'hui, qui se dressent sur le chemin de la paix.

Le partage a été et est le véritable ennemi de la paix et de la réconciliation en Palestine. Saisissons cette occasion pour bien faire comprendre ce point.

Henry Lowi

Henry Lowi est un pacifiste Juif vivant à Toronto, Canada.

Source : <http://redress.cc/>

Traduction : MG pour ISM

Sources [ISM](#)

Posté par Adriana Evangelizt

5-5 Le Black Panther Party et le monde.

Le Black Panthers Party a toujours témoigné de sa sympathie pour les autres mouvements de libération dans le monde, tels que le FLN en Algérie ou l'OLP de Yasser Arafat. Que pensez-vous des mouvements arabo-musulmans, tels que le Hamas et le Hezbollah ?

Ashanti Alston : C'est intéressant que vous posiez la question. Ce que beaucoup d'entre nous, au sein du BPP, commençons à apprendre du Hamas et du Hezbollah est qu'ils ont travaillé durant des années pour se développer par eux-mêmes et sauver leur peuple. Ils ont créé ce que nous appelons ici « les programmes de survie ». C'est la même chose que nous avons fait avec le BPP. Les gens sont surpris de la force du Hezbollah et du Hamas. Mais c'est parce qu'ils sont à l'écoute des besoins de leur population. Et c'est une des principales choses qui a permis en son temps au BPP d'exister avec ses « programmes de survie » : les petits déjeuners gratuits – free lunch programs, la distribution de vêtements et aider les gens à maîtriser des armes à feu pour se défendre contre les brutalités policières. Les gens avaient ainsi commencé à nous soutenir et à s'identifier à nous. Et c'est ce qui se passe avec le Hezbollah et le Hamas. Le problème, c'est que des gens les rejettent à cause de leur religion ! Pour en revenir à l'exemple du BPP, nous nous identifions aux théories marxistes, socialistes et maoïstes...les médias se sont servis de cela pour encourager les gens à nous rejeter. Les gens doivent savoir que ces deux mouvements arabes ont trouvé un moyen de résister, et qu'ils font le mieux qu'ils le peuvent. *Nous sommes d'accord pour dire que le Hamas et le Hezbollah poursuivent un mode d'action comparable à celui du BPP. Comme ce dernier, ils sont qualifiés de « mouvement terroriste », alors qu'ils assurent l'auto-défense de leur population, l'aide par des programmes sociaux et aspirent à la libération de leur peuple. Mais qu'est ce qui est réellement nouveau, depuis le BPP ?*

Ashanti Alston : Je pense qu'il y a beaucoup de choses qui sont similaires, dans le sens où ces mouvements existent pour libérer leur peuple. Qu'ils ont eux aussi compris l'importance des programmes d'aides sociales, afin d'unir leur peuple et de créer une force sociale qui puisse survivre et se libérer des oppressions nationales et internationales. De même, ils ont de jeunes gens qui sont prêt à sacrifier leur vie pour cela. A bien des égards, je trouve que nous avons beaucoup de choses en commun. Cependant, je ne sais pas exactement quelle est la vision de la société « idéale » qu'ils voudraient construire. Mais je les soutiens dans leur volonté de s'émanciper. Ils en ont besoin. Qu'importe ce qu'il y a autour. Qu'importe que ces changements surgissent durant la lutte. Comme n'importe quels autres mouvements, ce ne sont pas des groupes monolithiques, il y a différentes opinions et différentes idées, et ils devront réfléchir et se battre pour essayer de trouver les meilleures idées, en même temps qu'ils essayeront de se consolider en tant que communauté de résistance.

Cependant, le Hezbollah a réussi à résister à gagner seul la guerre qu'Israël a mené contre le Liban durant l'été 2006. Pourquoi était-ce plus difficile pour le BPP de lutter contre son propre système, alors que le Hezbollah a réussi à gagner contre Israël ?

Ashanti Alston : C'est une bonne question. Sans doute parce que le BPP était très jeune. Et le genre de lutte que nous étions en train de conduire était quelque chose de très nouveau pour nous. Nous n'avions aucune expérience. Même si nous essayions d'apprendre du mieux que nous pouvions. C'est pourquoi nous avons créé des liens avec d'autres mouvements, de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) aux mouvements africains, jusqu'au Front de libération national du Vietnam. Nous voulions apprendre le plus vite possible. Mais dans le même temps, le système élaborait des stratégies aussi vite qu'il pouvait pour nous détruire. Ils avaient de l'expérience. Ils avaient déjà détruits plusieurs mouvements révolutionnaires depuis des générations à travers le monde. Cependant, ils ont été stupéfaits de voir une révolution naître sur leur propre territoire. Ils ont ainsi imaginé le Cointelpro. Et parce que nous n'avions aucune expérience, les tactiques qu'ils ont employé pour nous diviser ont fonctionné. Sans compter les médias qui essayaient de toucher les cœurs et les esprits de la communauté noire et blanche, avec des messages du type : « Éloignez-vous de ces gens. Ne les soutenez pas. Ce sont des terroristes ! ». La situation du Hamas et du Hezbollah est différente parce qu'ils peuvent se battre de plusieurs façons, ils ont connu des hauts et des bas à travers deux décennies. Je pense que cela les aide en un sens à être prêts pour développer une forme d'organisation novatrice. Nous n'étions pas capable de faire cela. Mais les succès du Hezbollah et du Hamas nous enseignent beaucoup de chose. Nous réfléchissons à ce que nous devrions faire pour recréer un mouvement aussi déterminé.

5-5 Ashanti Alston : « Les États-Unis n'ont jamais été une démocratie. »

Figure historique du Black Panther Party (BPP) et de la Black Liberation Army (BLA), Ashanti Alston continue à militer pour transformer la société états-unienne et libérer sa communauté de l'oppression économique et du racisme. Dans l'entretien qu'il a accordé au Réseau Voltaire, il évoque les formes actuelles de contestation et exprime son admiration pour les mouvements de résistance arabes.

Résistance intérieure aux États-Unis

Réseau Voltaire : Pour commencer, pourriez-vous nous parler de votre expérience au sein du Black Panther Party (BPP).

Ashanti Alston : Je m'appelle Ashanti Alston. Je suis un ancien membre du Black Panther Party (BPP). J'étais également un soldat dans la Black Liberation Army (BLA), qui était une extension du mouvement [1]. J'ai aujourd'hui 63 ans. J'ai commencé cette lutte révolutionnaire dès ma jeune adolescence, à 14 ans. Je me suis engagé après une série de rébellions dans la communauté noire des États-Unis en 1967, qui était lasse de ne pas pouvoir trouver de moyen d'arrêter l'oppression raciste dont elle était victime. Tout cela m'a rendu politiquement conscient. J'ai donc commencé à lire Malcom

X [2], en étant très attentif à ses discours. Entre 1969 et 1978, moi et mes proches amis avons envisagé des projets pour le BPP.

Ce qui était nouveau, c'est que le BPP voulait la libération complète des afro-américains en comprenant bien que cela ne pourrait se faire sans une révolution aux États-Unis qui détruirait toutes les bases capitalistes du pays. C'est pourquoi nous étions attentifs aux souffrances des autres opprimés, ainsi qu'aux autres mouvements de contestation à l'intérieur et à l'extérieur des États-Unis, et aujourd'hui partout dans le monde.

Ma ville natale, une petite ville de Géorgie, était réellement divisée par le racisme. Nous avons pourtant réussi à réunir des adolescents et à y établir un chapitre Black Panther, afin d'organiser la communauté noire autour de repas gratuits, autour de « hunstrick ». Nous voulions faire en sorte que l'histoire des noirs soit enseignée au lycée. Et tout simplement, nous voulions être présents auprès des gens de notre communauté, afin qu'ils puissent commencer à se dresser contre les brutalités policières et les autres formes de racisme. Avant même qu'une année ne se soit écoulée, moi et mon meilleur ami avons été victimes d'un coup monté où l'on nous accusait du meurtre d'un policier. Ainsi, ils nous ont enfermé et pendant 4 ans nous avons dû nous battre pour démontrer notre innocence.

Le Black Panther Party et le monde

Le Black Panthers Party a toujours témoigné de sa sympathie pour les autres mouvements de libération dans le monde, tels que le FLN en Algérie ou l'OLP de Yasser Arafat. Que pensez-vous des mouvements arabo-musulmans, tels que le Hamas et le Hezbollah ?

Ashanti Alston : C'est intéressant que vous posiez la question. Ce que beaucoup d'entre nous, au sein du BPP, commençons à apprendre du Hamas et du Hezbollah est qu'ils ont travaillé durant des années pour se développer par eux-mêmes et sauver leur peuple. Ils ont créé ce que nous appelons ici « les programmes de survie ». C'est la même chose que nous avons fait avec le BPP. Les gens sont surpris de la force du Hezbollah et du Hamas. Mais c'est parce qu'ils sont à l'écoute des besoins de leur population. Et c'est une des principales choses qui a permis en son temps au BPP d'exister avec ses « programmes de survie » : les petits déjeuners gratuits – free lunch programs, la distribution de vêtements et aider les gens à maîtriser des armes à feu pour se défendre contre les brutalités policières. Les gens avaient ainsi commencé à nous soutenir et à s'identifier à nous. Et c'est ce qui se passe avec le Hezbollah et le Hamas. Le problème, c'est que des gens les rejettent à cause de leur religion ! Pour en revenir à l'exemple du BPP, nous nous identifions aux théories marxistes, socialistes et maoïstes...les médias se sont servis de cela pour encourager les gens à nous rejeter. Les gens doivent savoir que ces deux mouvements arabes ont trouvé un moyen de résister, et qu'ils font le mieux qu'ils le peuvent.

Nous sommes d'accord pour dire que le Hamas et le Hezbollah poursuivent un mode d'action comparable à celui du BPP. Comme ce dernier, ils sont qualifiés de « mouvement terroriste », alors qu'ils assurent l'auto-défense de leur population, l'aide par des programmes sociaux et aspirent à la libération de leur peuple. Mais qu'est ce qui est réellement nouveau, depuis le BPP ?

Ashanti Alston : Je pense qu'il y a beaucoup de choses qui sont similaires, dans le sens où ces mouvements existent pour libérer leur peuple. Qu'ils ont eux aussi compris l'importance des programmes d'aides sociales, afin d'unir leur peuple et de créer une force sociale qui puisse survivre et se libérer des oppressions nationales et internationales. De même, ils ont de jeunes gens qui sont prêt à sacrifier leur vie pour cela. A bien des égards, je trouve que nous avons beaucoup de choses en commun. Cependant, je ne sais pas exactement quelle est la vision de la société « idéale » qu'ils voudraient construire. Mais je les soutiens dans leur volonté de s'émanciper. Ils en ont besoin. Qu'importe ce qu'il y a autour. Qu'importe que ces changements surgissent durant la lutte. Comme n'importe quels autres mouvements, ce ne sont pas des groupes monolithiques, il y a différentes opinions et différentes idées, et ils devront réfléchir et se battre pour essayer de trouver les meilleurs idées, en même temps qu'ils essayeront de se consolider en tant que communauté de résistance.

Cependant, le Hezbollah a réussi à résister à gagner seul la guerre qu'Israël a mené contre le Liban durant l'été 2006. Pourquoi était-ce plus difficile pour le BPP de lutter contre son propre système, alors que le Hezbollah a réussi à gagner contre Israël ?

Ashanti Alston : C'est une bonne question. Sans doute parce que le BPP était très jeune. Et le genre de lutte que nous étions en train de conduire était quelque chose de très nouveau pour nous. Nous n'avions aucune expérience. Même si nous essayions d'apprendre du mieux que nous pouvions. C'est pourquoi nous avons créé des liens avec d'autres mouvements, de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) aux mouvements africains, jusqu'au Front de libération national du Vietnam. Nous voulions apprendre le plus vite possible. Mais dans le même temps, le système élaborait des stratégies aussi vite qu'il pouvait pour nous détruire. Ils avaient de l'expérience. Ils avaient déjà détruits plusieurs mouvements révolutionnaires depuis des générations à travers le monde. Cependant, ils ont été stupéfaits de voir une révolution naître sur leur propre territoire. Ils ont ainsi imaginé le Cointelpro. Et parce que nous n'avions aucune expérience, les tactiques qu'ils ont employé pour nous diviser ont fonctionné. Sans compter les médias qui essayaient de toucher les cœurs et les esprits de la communauté noire et blanche, avec des messages du type : « Éloignez-vous de ces gens. Ne les soutenez pas. Ce sont des terroristes ! ». La situation du Hamas et du Hezbollah est différente parce qu'ils peuvent se battre de plusieurs façons, ils ont connu des hauts et des bas à travers deux décennies. Je pense que cela les aide en un sens à être prêts pour développer une forme d'organisation novatrice. Nous n'étions pas capable de faire cela. Mais les succès du Hezbollah et du Hamas nous enseignent beaucoup de chose. Nous réfléchissons à ce que nous devrions faire pour recréer un mouvement aussi déterminé.

Dans la tête de beaucoup d'occidentaux, le clash des civilisations, opposant les civilisations judéo-chrétienne et arabo-musulmane, est une réalité, un antagonisme inéluctable. Pensez-vous que l'histoire de la lutte des Afro-

américains, aussi bien celle du SCLC chrétien de Martin Luther King que de la Nation of Islam de Malcom X, pourrait servir à réconcilier la société états-unienne avec l'islam ?

Ashanti Alston : C'est une bonne question ! Les musulmans sont principalement des noirs aux États-Unis et les noirs forment un très grande communauté. Cependant, la plupart d'entre nous sont toujours chrétiens. Je pense que le problème de la peur de l'islam aujourd'hui aux États-Unis vient définitivement de la Nation of Islam, et l'autre part vient du fait que beaucoup de jeunes ont été à l'étranger apprendre un islam « de première main », très rigoriste... Mais aujourd'hui, les gens doivent savoir que les musulmans ne sont pas différents des chrétiens, des bouddhistes, des athées... que ce sont des gens comme les autres qui aspirent à la dignité. Aujourd'hui, dans la communauté noire, il y a un fort potentiel de réconciliation des deux religions. Plus nous protesterons et lutterons ensemble, plus nous aurons de respect les uns pour les autres. De plus, les gens ont des modèles communs où ils peuvent se sentir exister, pas seulement dans le combat révolutionnaire mais aussi dans la fierté de vivre ensemble. Il y a l'exemple de Mohamed Ali et d'autres figures de l'islam qui ont apporté leur soutien à la communauté noire. Avec les deux exemples de Martin Luther King et de Malcom X, cela pourrait être sans doute plus facile chez les afro-américains que dans n'importe quelle autre communauté aux États-Unis de réconcilier le christianisme et l'islam, parce que les deux religions ont joué un rôle significatif ici. Nous pouvons être un modèle pour les autres communautés aux États-Unis.